

**Kigali:  
Le PND  
présenté aux  
investisseurs** P.11

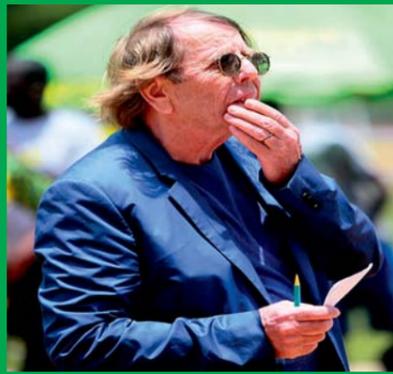


# LIBERAL

*Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion*

N° 0421 du Mercredi 27 Mars 2019 - 250 F CFA / Etranger 1€

**Claude Leroy - Emmanuel Adébayor:**



## Quel avenir pour le coach et le capitaine?



P.11

### Politique

## Les locales: UNIR s'organise, l'OPPOSITION se cherche

À quelques encablures de la tenue pour la première fois depuis le début du multipartisme au Togo dès les années 1990, des élections locales notamment municipales, les grandes manœuvres ont déjà commencé dans les différents états majors des partis politiques avec comme priorité les investitures ou les désignations des candidats.

Ces élections sont d'un enjeu sans précédent (crucial) pour tous ces partis, car elles constituent un nouveau départ pour l'enracinement de la démocratie au Togo surtout en sa mission de responsabilisation des populations locales en leur participation active et prise en main des destinées de leurs communautés afin de se donner les moyens de leur propre développement. Donc l'enjeu est de taille. C'est pourquoi le parti au pouvoir, UNIR, juste aux lendemains des résultats des élections législatives du 20 décembre 2018, se met en marche pour se baliser le chemin d'une énième victoire électorale, en mobilisant ses troupes. Toujours fidèle à ses principes, UNIR prend une longueur d'avance sur l'opposition.

Ainsi tout se précise avec ce vendredi nuit, la désignation par les députés de la 6<sup>ème</sup> législature réunis en session extraordinaire des membres de la CENI recomposée.

Le ton est donné et [Suite à la page 11](#)



*Mme Brigitte Adjamagbo-Johnson,  
Coordinatrice de la C14*

## C14 :

# Comme un château de cartes

P.3

**Vulgarisation du PND :**

## Le CONAPP et la CEET forment les journalistes, étape de la région Centrale ce mercredi

P.7



CMJN



## 2 Actualité

### Pharmacies de garde à Lomé Semaine du 25 Mars 2019 au 1er Avril 2019

**BOULEVARD** : Bd. Du 13 Janv. Doulassamé 22 21 65 49  
**OLIVIERS** : Bd. Houphet Boigny 22 27 04 34  
**OCEANE** : Rue OCAM 22 22 62 77  
**DES APÔTRES** : Akodessewa Face ETOCOTRAN 22 27 11 98  
**AMESSIAME-BE** : Marché de Bè 96 32 97 60  
**HORIZON** : 165, boulevard du 13 janvier Nyékonakpoè. Face Sapeurs-Pompiers à côté de l'immeuble A.AC. 22 20 42 42  
**AMITIE** : 72 Av. des Hydrocarbures (SOTED) 22 21 74 47  
**BON SECOURS** : Rue du Grand Collège du Plateau - Cassablanca 22 45 76 74  
**JUSTINE** : 291, Bd des Armées - Tokoin Habitat 22 21 00 01  
**PROVIDENCE** : Bd. Jean Paul II 22 26 66 48  
**YEM-BLA** : 258, Av. Akéï face à la Résidence 22 26 76 51  
**HEDZRANAWÉ** : Marché HEDZRANAWÉ 22 26 49 61  
**THERYA** : Mangotigomé - Route de la Foire Internationale TOGO 2000 (à 300m de la Foire) 22 61 56 52  
**CITRUS** : Attiégoou Yayrakomé sur le grand contournement 70 44 59 24  
**PHARMACIE 2000** : BE KPOTA près du Marché Dzifa 22 70 01 69  
**CHRIST ROI** : Kagomé 22 27 46 66  
**ADIDOGOME** : Face au camp 2ème RI d'Adidogomé 22 50 54 85  
**SILOE** : Carrefour Aflao Apédokoe Atigangomé 90 80 26 39  
**MAGNIFICAT** : Aflao Sagbado Yokoe, Rue de la Pampa à 100 m du Palais Royal de Yokoe 70 44 51 59  
**ACTUELLE** : Route de Ségbé; Quartier Sagbado - Adidogomé 22 51 11 72  
**CONFIANCE** : Face GTA 22 42 43 81  
**LUMIERE** : Agbalepédogan 70 43 15 49  
**DJIDJOLE** : DJIDJOLE 22 25 65 12  
**OSSAN** : Etablissement la LIMOUSINE, carrefour AVEDJI 70 40 44 25  
**DES ROSES** : Quartier Vakpossito, en face de l'entreprise de l'Union 70 42 37 72  
**ADONAI** : Face Hôtel la Plantation à Agoè-Nyivé 22 50 04 05  
**EMMAÛS** : Sur la route de Mission Tové à côté du Bar Solidarité 96 80 09 12  
**SHALOM** : Agoè-Cacaveli, non loin de BKS. Sur la route Agoè-Adidogomé 22 51 87 60  
**APOU ANTOINE** : Boulevard Lycée Agoè-Nyivé - Agoè-Assiyéyé 22 19 12 15  
**TCHEP'SON** : Face Terminal du sahel (Togblékopé) 70 42 94 41  
**AVEPOZO** : A côté de la place publique d'Avepozo 22 27 04 86  
**DE L'EDEN** : Route d'Aneho, face cité Baguida 70 42 13 98

Prompt Rétablissement

**LE LIBÉRAL**, disponible  
chaque semaine chez votre  
marchand de journaux

## Une centaine d'élèves de l'EPP et du CEG Sada ont bénéficié des kits scolaires des mains de l'Honorable Adjaklo Mathieu d'une valeur de 700.000 FCFA

**L**es trois meilleurs élèves de chaque classe de l'Ecole primaire publique (EPP) et du Collège d'enseignement général (CEG) Sada à Atakpamé, ont reçu d'importants lots de fournitures scolaires d'une valeur de 700.000 FCFA, une initiative de l'honorable ADJAKLO Mathieu. En tout ils sont une centaine d'élèves issus de différentes classes de l'EPP et CEG Sada dans la préfecture de l'Ogou.



motivation aux bénéficiaires pour qu'ils progressent dans les études. Il s'agit également de les amener à maintenir

résultats.

Pour sa part, le secrétaire préfectoral UNIR-Ogou, Dossou Délaфон a remercié le donateur pour ce geste. Il a encouragé les élèves à bien travailler pour que demain eux aussi puissent à leur tour aider les autres en insistant sur l'excellence.

« Nous voulons relever le défi de la qualité du système éducatif et pour relever ce défi, beaucoup d'éléments rentrent en jeu, doté ces élèves de matériels nécessaires pour écrire et étudier », a souligné l'honorable ADJAKLO Mathieu. L'honorable a exhorté les élèves à bien étudier, devenir cadre du pays. Il a mis l'accent sur l'enseignement technique qui permet à l'élève non seulement d'avoir son diplôme académique mais d'avoir un métier afin de contribuer à la réduction de la pauvreté, une vision du Chef de l'Etat.

C.S



La remise des dons de kits s'est déroulée en présence du directeur régional de l'Education des Plateaux, M. Dossè, du secrétaire préfectoral de l'UNIR, M. Dossou Délaфон, du Chef de village de Sada, des Chefs d'établissements scolaires, des enseignants, des parents d'élèves ainsi que des élèves.

Les trois meilleurs de chaque classe ont bénéficié des cahiers, des stylos, bref des kits scolaires dont a besoin un élève. Ce geste vise à donner de la

le niveau et d'obtenir de bons résultats aux différents examens au cours de l'année.

Le directeur du CEG Sada, et le Chef du village de Sada ont salué les efforts du donateur et les cadres de Sada pour leurs contributions. Selon, le directeur, depuis la création du CEG, ils ont fait confiance à l'administration, c'est le lieu de leur dire merci.

Il a rassuré le donateur de faire bon usage des kits afin de parvenir à de meilleurs



# La C14, comme un château de cartes

**Que se passe-t-il réellement au sein de la Coalition de l'opposition ? Le regroupement conjoncturel mis en place juste au lendemain du mouvement du 19 août 2017 est véritablement au bord de l'explosion. Dans le dur depuis la tenue des législatives du 20 décembre dernier, la C14 vit probablement ses derniers jours dans le paysage politique national. En l'espace de 48 heures, la coalition de l'opposition a enregistré la défection de deux membres : le Parti des Togolais de Nathaniel Olympio et l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) de Jean-Pierre Fabre. Si le départ du premier n'a pas trop bouleversé l'ordre établi, celui du second doit bien évidemment faire très mal à la cohésion et la solidité du groupe. Est-ce là la conséquence des choix hasardeux opérés au temps fort de la récente crise qu'a traversée le pays ou bien c'est la résultante de plusieurs incohérences accumulées depuis le début de la lutte jusqu'à la dernière visite rendue au Chef de l'Etat ?**

La semaine écoulée a été très agitée du côté de la Coalition de l'opposition. Mercredi 20 mars, une délégation de ladite coalition s'est faite recevoir en audience par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Ce fut autour de 11h.

Selon le communiqué sorti par le service de communication de la Présidence de la République, les discussions ont porté sur les mesures d'apaisement, notamment la libération des détenus lors des manifestations, la fameuse question des réformes politiques et l'organisation inclusive des prochaines échéances électorales.

Dans la même journée, à la surprise générale, c'est l'un des membres du regroupement, le Parti des Togolais qui a saisi officiellement la coordination de la coalition pour lui notifier sa décision de quitter le groupe. La formation dirigée par Nathaniel Olympio parle de profondes divergences de vue et des incohérences pour justifier sa décision. « Compte tenu de la profondeur des divergences dans la construction des nouvelles orientations de la coalition, le Parti des Togolais ne retrouve plus la cohérence qui a toujours caractérisé l'enchaînement de ses positions », pouvait-on lire dans le courrier du parti adressé à la Coordination du regroupement.

Dans l'opinion, beaucoup de commentaires sur ce cafouillage et nombreux sont ceux qui expriment leur déception par rapport à tous



ces malentendus. On en était là lorsque 48 heures après, l'information retentit dans l'opinion comme un coup de tonnerre. Jean-Pierre Fabre à son tour, dit « adieu » à ses amis de la coalition.

Tout comme le Parti des Togolais, l'ANC évoque elle aussi, des problèmes liés aux divergences de vue. « En raison des divergences grandissantes entre sa vision de la lutte de libération héroïque et historique du peuple togolais et les options inexplicables maintes fois retenues à son corps défendant, l'ANC au cours de la réunion extraordinaire de son bureau national ce jour du 22 mars 2019, après en avoir délibéré, décide de poursuivre en dehors de la C14, la résistance aux côtés des populations togolaises mobilisées et de tous les combattants de la liberté œuvrant avec détermination aussi bien au Togo qu'à l'étranger, dans la diaspora » nous renseignait le communiqué signé du Vice-président du parti, Patrick Lawson.

Que se passe-t-il réellement au sein de la Coalition ? A la lumière de toutes ces défections et surtout eu

égard aux arguments évoqués par les dissidents, il est clair qu'il se pose un sérieux problème lié à un déficit criard de convergence de vue sur les préoccupations majeures de l'heure. Selon nos informations, les partis membres de la coalition ne parviennent pas à s'entendre sur la participation

ou non aux futures échéances électorales qui s'annoncent (les locales de cette année et la présidentielle de 2020) sans la mise en œuvre des réformes politiques exigées et contenues dans la feuille de route de la CEDEAO.

En effet, depuis les législatives boycottées du 20 décembre 2018, certaines formations politiques n'ont pas fini de digérer leurs regrets par rapport aux sièges qu'ils auraient pu occuper au Parlement avec bien entendu les privilèges et les avantages pécuniaires qui s'en suivent. Face aux locales qui s'annoncent pour la première moitié de l'année et la présidentielle de l'an prochain, certains partis comme le PNP et les Démocrates estiment que

sans les réformes, il est hors de question de prendre part à une quelconque élection au Togo. Tout le contraire pour d'autres partis qui n'ont pas hésité à manifester leurs envies d'y participer, et ceci même en l'absence des réformes.

Pour preuve, lors du conclave du 20 février dernier qui a constaté la présence de 9 partis sur les 14 attendus au départ, il avait été décidé par les « participationnistes » d'adopter une stratégie commune pour faire face aux élections locales et au scrutin présidentiel de l'an prochain. Mais au final, seuls deux partis (le CAR et l'ADDI) ont envoyé les noms de leurs représentants à l'Assemblée nationale pour des places à la CENI.

Si pour le CAR on peut expliquer la démarche en admettant que le parti n'avait pas pris part au conclave et donc pas concerné par les conclusions, la démarche de l'ADDI est quant à elle difficile à comprendre puisque le parti avait participé aux assises du 20 février et devrait par conséquence, s'inscrire dans une démarche

collective pour ce qui concerne la participation aux activités au sein de la Commission électorale. En clair, il ne revenait pas au parti du Professeur Aimé Gogué d'envoyer « en solo » le nom de son représentant à la CENI. Au contraire, il appartient à la Coalition dont le parti reste un membre à part entière d'envoyer des noms devant la représenter au sein de la CENI.

L'autre pomme de discorde est la demande d'audience adressée au Chef de l'Etat. Pendant que certains sont convaincus qu'une rencontre officielle avec le locataire du Palais de Kégué est susceptible de faire bouger les lignes, d'autres par contre, estiment que cela ne changerait rien du statu quo actuel. L'absence de représentant de l'ANC dans la délégation ayant effectué le déplacement de la Présidence est une preuve irréfutable que Jean-Pierre Fabre et sa bande n'ont pas épousé l'idée. Même son de cloche du côté du Parti des Togolais dont le Président national n'a pas hésité à qualifier d'« inopportune » la rencontre avec le Chef de l'Etat. « Ce n'est pas le moment de faire une telle démarche ! » nous a confié un proche du parti. Pour le prouver, Nathaniel Olympio et les siens ont rendu leur démission le même jour de la rencontre avec Faure Gnassingbé.

Avec les prises de distances du PNP, du CAR, Santé du Peuple ainsi que les départs officialisés de Togo autrement, MCD, du Parti des Togolais et de l'ANC, l'on peut prédire la fin de parcours politique d'un regroupement devenu quasiment une coquille vide puisque les 7 partis restants n'ont aucune base électorale ni assise nationale pour prétendre peser sur le débat politique national.

**Roger GBESSIA**



## 4 Actualité

# Recomposition de la CENI : Le CAR et l'ADDI dans la nouvelle équipe, une incohérence de plus

**D**ans le cadre des préparatifs pour la tenue des prochaines échéances électorales au Togo, il est prévu la mise en place d'une nouvelle commission électorale dans le souci d'une participation inclusive prenant en compte tous les courants du paysage politique du pays. C'est justement dans cette optique que l'Assemblée nationale, en session extraordinaire, a procédé vendredi dernier à la désignation des 17 membres devant siéger dans la nouvelle Commission nationale électorale indépendante. Chose surprenante, deux partis issus de la Coalition de l'opposition font leur entrée : le CAR et l'ADDI.



Vendredi dernier au siège du Parlement, les députés procédaient à la désignation des noms pour la recomposition de la CENI en vue de l'organisation des prochaines consultations électorales. Sur la liste des candidats pour la nouvelle CENI, l'on notait la présence de deux formations issues des rangs de la Coalition : le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) représenté par AwudiKodjo et l'Alliance des Démocrates pour le Développement Intégral (ADDI) portée par WipangBessinaba-Yemba. A l'issue du vote, les deux noms ont reçu l'aval des députés au titre de l'opposition extraparlamentaire. Ainsi, la liste des 17 membres se présente comme suit : au titre de la majorité parlementaire, on retient 5 noms : Christophe Tchao, DoutiLardja, Seigneur Kegbero, Kpadé Koffi et MessanAyélé tous issus des rangs du parti au pouvoir, Union pour la République (UNIR). Au titre de l'opposition parlementaire, 5 noms sont également retenus. Il s'agit de Jean Claude Homawoo et Locadi François (UFC), KombeKombete (MPDD), Amou Tete du PDP et Amime Jules du NET.

Pour le compte de l'opposition extraparlamentaire, outre les représentants du CAR et de l'ADDI cités précédemment, le nom de KolaniLardja du PDR est désigné pour occuper le 3<sup>e</sup> siège. Ouro-Bossi Tchacondo, AyassorTchambago et AkpoAbirhé sont quant à eux élus au nom de la société civile. L'unique siège réservé à l'administration est occupé par TozimPotopéré. Désormais au complet, la nouvelle équipe de la CENI a pour mission d'organiser dans les 12 mois à venir, les élections locales ainsi que le rendez-vous de l'année prochaine, la présidentielle de 2020. La présence des deux partis (le CAR et l'ADDI) issus de la coalition traduit bien l'incohérence qui caractérise souvent les démarches des partis de l'opposition traditionnelle au Togo. D'abord, l'on se souvient que les partis membres de la coalition de l'opposition avaient déclaré qu'ils ne reconnaissaient pas la nouvelle législature et que les 91 députés issus des législatives du 20 décembre dernier n'étaient pas des résultats d'un vote mais plutôt l'émanation d'un

acte de nomination. Ce qui revient à déduire que dans l'esprit des partis membres de la C14, la nouvelle assemblée n'est pas qualifiée ou du moins n'est pas suffisamment légitime pour prendre des initiatives au nom de la République. Et dans ce cas de figure, se faire élire 3 mois plus tard par le même Parlement « illégitime » pour aller siéger dans une institution de la République, paraît totalement absurde et relève des incongruités dont seule l'opposition togolaise détient le secret. Ensuite, l'on se demande pour quelles raisons ces partis qui avaient boycotté il ya juste 3 mois environ les dernières législatives pour absence de réformes, se mobilisent aujourd'hui pour participer aux locales alors qu'en termes de réformes politiques ou électorales, les lignes n'ont pas bougé depuis le 20 décembre 2018. Et pourtant, les deux formations politiques ont toujours réitéré lorsque l'occasion leur est offerte qu'en l'absence des réformes constitutionnelles, institutionnelles et électorales, aucune élection n'aura plus de sens au Togo. En ce qui concerne particulièrement le CAR, le

parti de Me Agboyibo qui avait été reçu le 22 février dernier par le Ministre de l'administration territoriale dans le cadre des consultations pour la tenue des élections locales, l'avait encore martelé et avait même lancé un appel au Chef de l'Etat à faire surseoir l'organisation des élections prochaines pour opérer en amont la mise à jour du fichier électoral ainsi que les réformes exigées par l'ensemble de la classe politique.

« Le CAR lance un appel au Chef de l'Etat de bien vouloir, en tant que répondant de la qualité de la gouvernance électorale, politique et socioéconomique du pays faire surseoir à l'enclenchement de l'organisation des élections locales jusqu'à ce qu'il soit procédé à la réalisation des réformes en attentes et à la mise à jour du fichier électoral... »

Conformément aux

prescriptions de l'APG et au regard des déclarations des acteurs politiques tant du parti au pouvoir que de l'opposition, un consensus est établi sur la manière de procéder aux réformes. Il faut le faire concrétiser avant l'organisation d'une quelconque élection au Togo » pouvait-on lire dans le communiqué signé des mains du N°1 du parti, Me Yawovi Agboyibo.

Si les deux partis tiennent tant à la réalisation des réformes avant toute élection au Togo, comme cela fut d'ailleurs le cas durant 18 mois de lutte populaire, pourquoi veut-on maintenant prendre part aux préparatifs des mêmes élections sans les réformes alors qu'on a même interpellé le Chef de l'Etat à surseoir à l'enclenchement du processus?

Loin de nous l'idée de montrer la voie à suivre aux acteurs politiques de l'opposition, mais nous trouvons que leurs démarches sont suffisamment truffées d'incohérences qu'elles peuvent être citées en mauvais exemples dans les écoles de sciences politiques. ■

Roger GBESSIA

### Voici la liste des nouveaux rentrants :

- 3 représentants des partis politiques extraparlimentaires : AwudiKodjoAgbenyegan ; PessinabaYemba W. ; KolaniKinaLardja
- 3 représentants de la société civile : TchakondoOuro-bossi ; AyassorTchambakou ; Mme AkpoAbiré
- 5 représentants de la majorité parlementaire : M. DoutiLardja ; KegberoLatifou ; Kpade Koffi G. ; Mme Mensah A. Agnele ; TchaouPadumhekou
- 5 représentants de la l'opposition parlementaire : Homawoo Jean Claude A. ; CombeyCombetyMitronunya ; AmimAssim ; Amou TeteyNovinyo ; Lokadi Komi
- 1 représentant de l'administration : Poto Père Tozi



## Education : Le Gouvernement s'apprête à honorer ses engagements

**S**uite aux menaces de la CSET et de la FESEN de renouer avec les grèves, le Gouvernement s'est montré réceptif face aux revendications soulevées. Mercredi, le ministre de la fonction publique a rencontré les responsables syndicaux. Dans les discussions, Gilbert Bawara a fait savoir aux enseignants que le Gouvernement est disposé à répondre à leurs préoccupations d'ici la fin de l'année.

Un milliard de francs CFA d'ici la fin du premier semestre et un milliard de francs d'ici la fin de l'année. Telle est la promesse du Gouvernement à l'endroit des syndicats des enseignants.

En effet, suite aux mouvements répétitifs de grève qui ont émaillé l'année scolaire écoulée, les autorités en charge de l'éducation avec le Premier ministre Klassou en tête s'étaient parvenus à trouver un accord avec les grévistes dans le but de calmer la tempête qui secouait le monde éducatif togolais pour lui permettre de retrouver la sérénité habituelle.

Et dans l'accord trouvé, figurait une promesse de 2 milliards à verser aux enseignants pour le compte de cette année 2019. Une promesse qui a bien évidemment amené les enseignants à se frotter les

mains dès l'entame de cette nouvelle année. Sauf que jusqu'à l'approche des congés de Pâques, les comptes bancaires des enseignants ne sont toujours pas garnis par la cagnotte prévue à cet effet. Une situation qui a fait monter l'adrénaline au niveau des enseignants et obliger les syndicats à sortir de leur silence.

Début Mars, la Coordination des Syndicats de l'Enseignement du Togo (CSET) a adressé une correspondance au Gouvernement dans laquelle AtsouAtcha et ses camarades s'indignaient que rien n'est fait jusqu'à présent par rapport à la promesse qui leur a été faite concernant l'enveloppe des 2 milliards. « Nous sommes au regret de constater qu'aujourd'hui, 25 jours après cette réunion, aucune suite n'a été donnée alors que l'effet financier pour le

compte des 2 milliards promis pour l'année 2019 devrait se faire sentir sur les salaires des enseignants à partir de janvier 2019 », lit-on dans le courrier de la CSET à l'endroit des ministres en charge de la fonction publique, des enseignements primaire et secondaire ainsi que de l'enseignement technique. Menaçant au passage de reprendre les mouvements de grève dans les prochaines semaines.

Quelques jours après, c'est le tour de la Fédération des Syndicats de l'Education Nationale (FESEN) de tirer elle aussi sur la sonnette d'alarme tout en brandissant la fameuse arme de la grève qui paralyse ces dernières années le système éducatif togolais.

Mais plus de peur que de mal puisque mercredi, les responsables de ces deux syndicats ont été reçus par



**Komi Selom Klassou,  
Chef du Gouvernement**

le ministre en charge de la fonction publique. Au cours des échanges, Gilbert Bawara a rassuré ses interlocuteurs que le Gouvernement s'apprête à honorer ses engagements avant la fin de cette année. Clairement, il leur a indiqué que les 2 milliards seront payés en 2 tranches, soit une partie d'ici fin juin et la seconde partie d'ici la fin de l'année.

Par ailleurs, le problème des enseignants retraités a été aussi évoqué. Il est annoncé que le ministère de l'Economie et des Finances va procéder très prochainement au paiement de leurs salaires de manière rétroactive. En outre, le problème des cotisations à la CNSS sera aussi réglé.

Enfin, la question des enseignants confessionnels a été également soulevée. Sur ce point, il est prévu dans les prochains mois la signature d'une convention entre le Gouvernement et les autorités de l'enseignement confessionnel en vue d'accorder une prime de 20.000 f sur les salaires des enseignants de ce secteur qui émergent au budget de l'Etat.

Tout compte fait, il faut admettre que le temps de grâce semble passer et les enseignants sont visiblement prêts à renouer avec les mouvements d'humeur si le Gouvernement ne parvient pas à tenir sa promesse dans le délai. ■

**Roger GBESSIA**

## Optimisation des ressources fiscales et douanières : L'OTR dévoile son système d'informatique unifié

**L'**OTR a procédé à Lomé ce vendredi 22 Mars 2019 à la mise en place de son système informatique unifié pour optimiser la mobilisation des ressources fiscales et douanières. Dans le cadre de ses réformes l'office togolais des recettes vient de procéder à la mise en place d'un système unifié du répertoire fiscal et douanier. Cette nouvelle réforme vise à disposer d'un seul répertoire informatique en matière de suivi et de gestion des obligations des contribuables.



Selon EglohAyaovi, Directeur des grandes entreprises à l'OTR, cette nouvelle innovation a pour objectif d'inciter les contribuables à se mettre en règle avec l'institution en charge de la mobilisation des

recettes publiques, aussi bien du point de vue de leur obligation fiscale que douanière.

Avec ce nouveau système, les contribuables qui accumulent des arriérés d'impôt, ne pourront enlever en douane leur marchandise importée.

Cette mesure, convient-il de le souligner, a été

convenu avec le FMI pour le compte de la cinquième revue des réformes et vise à permettre à l'OTR d'améliorer la mobilisation des recettes fiscales et douanières.

Cette année, la contribution attendue de cette institution au budget de l'Etat est projetée à 669 milliards de FCFA en hausse. ■

**C.S**



## 6 Actualité



# Refinancement des IMF et accompagnement des bénéficiaires AJSEF en fin de cycle à la formalisation : Faure Gnassingbé lance deux nouveaux produits du FNFI à Kara le week-end dernier

**L**e chef de l'Etat, SEM. Faure Gnassingbé, en marge du séminaire gouvernemental tenu la semaine dernière, a présidé le samedi 23 mars au palais des congrès de Kara (préfecture de la Kozah, 410 km au nord de Lomé), la cérémonie de lancement de deux (2) nouveaux produits du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). Il s'agit du Produit Refinancement et du Produit Accompagnement à la Formalisation (PAF) dont le lancement a été fait en présence des membres du Gouvernement, des représentants des institutions internationales, des Partenaires Techniques et Financiers, ainsi que de plus de 5000 délégués nationaux de l'Association des bénéficiaires des Services Financiers (FeBeSeF).

chef de l'Etat, enthousiasmé et heureux de la liesse populaire rencontrée.

Dans son mot, Faure Gnassingbé a remercié les partenaires bailleurs, rassuré ces derniers du remboursement des crédits par les populations qui ont déjà fait leurs preuves. Il a aussi encouragé le projet de digitalisation des services de l'Orabank, ainsi que la formalisation des entreprises par les populations avant de lancer un appel à accentuer l'éducation et l'inclusion financière.

Le chef de l'Etat a par ailleurs, pris l'engagement de rencontrer annuellement la FeBeSeF chaque 08 mars ainsi que de décorer 26 SFD récemment primées, lors de la prochaine fête de l'indépendance pour la qualité de leurs prestations.

« Le jour où le FNFI va fermer parce qu'il n'y a plus de besoin sur le terrain, le jour là nous aurons la prospérité », conclura-t-il.

Le FNFI, cinq (5) ans après sa création (2014-2018), c'est plus de 1 553 000 crédits débloqués pour un montant de plus de 80,847 milliards FCFA. Le taux de remboursement des crédits est de 95%. Mme Solange Sambiani, bénéficiaire, originaire de la préfecture de Tône (Dapaong), qui incarne aujourd'hui le succès de FNFI dont les objectifs ont été plus qu'atteints est l'une de ces bénéficiaires qui ont atteint tous les cycles de financement. Elle a fait part au cours d'un témoignage de son expérience en remerciant le président pour son initiative et en invitant ses camarades à emboîter ses pas.

Les actions du Fonds National de la Finance Inclusive se situent bien évidemment dans le cadre du Plan National de Développement de notre pays, qui consacre son axe 3 au renforcement de tous les mécanismes d'inclusion. Les interventions du FNFI cette année 2019 se situent bien évidemment dans le cadre de la poursuite de toutes les actions qui visent à parvenir à une inclusion financière de nos populations.■

**Démocrate Koudama,  
Envoyé spécial**



Ouverture vers une nouvelle cible de notre société, le PAF est un produit destiné aux bénéficiaires AJSEF en fin de cycle et les autres jeunes promoteurs hommes et femmes régulièrement installés et exerçant une AGR. Ce produit finance les équipements d'artisanat (coiffure, menuiserie, maçonnerie, soudure, couture, tissage,...), de transformation et renforcement des fonds de roulement. Ceci à travers un montant maximum de 500 000 FCFA au cycle 1 et 600 000 FCFA au cycle 2, avec un taux constant de 9% l'an dans une période de 24 mois (y compris différé de trois mois maximum est accordée pour le remboursement du crédit). Le bénéficiaire a également droit à une assurance décès-invalidité, maladie et incendie. Crédit individuel, les seules conditions requises sont la qualité de membre d'un PSF, être régulièrement installé (CFE), disposer d'un quitus fiscal, avoir remboursé les crédits antérieurs et accepter le règlement entre les mains du fournisseur.

Pour Assih Mazamaesso, Secrétaire d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel, les nouvelles cibles du PAF constituent une couche sociale non négligeable de notre société qu'il est capitale de prendre en compte dans l'optique de la réalisation de l'axe 3 du Plan National de Développement lancé en début de mois par le chef de l'Etat.

Elle s'est réjouie de l'implication directe du chef de l'Etat dans la construction de ces nouveaux produits, qui à terme renforceront les activités et structures des populations cibles, et ouvrent de nouvelles lignes de financements aux prestataires de services financiers décentralisés.

La mise en œuvre de ces deux produits est possible grâce aux concours de deux institutions bancaires qui ont compris la nécessité d'œuvrer aux côtés du secteur informel, un secteur qui peut surprendre et qui ont d'ailleurs paraphé une convention à cet effet avec le FNFI. Avec 1 milliard de FCFA mis à disposition pour le moment par le FNFI comme garantie de l'Etat, l'entreprise est ainsi soutenue par deux institutions bancaires. La première sur le plan national est Orabank qui s'est engagée à financer les SFD à hauteur de 5 milliards. Guy Martial Arouna, Directeur général pays de la banque a ainsi assuré le Togo de la volonté de son institution, de renforcer les capacités de fonctionnement des micro-finances, et de compléter au bout de la chaîne les besoins de financement des populations les moins nanties à travers l'accompagnement sur le plan matériel, humain, de renforcement de capacités et financier.

« C'est un devoir pour Orabank d'apporter sa contribution à cette œuvre en octroyant des financements aux services financiers décentralisés

jusqu'à 300 millions de FCFA par service, et à des taux et conditions plus souples. », a-t-il confié.

La seconde institution engagée dans la démarche est sous régionale. Il s'agit de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) dont le représentant a exprimé la nécessité d'appuyer les efforts du gouvernement togolais aux côtés des autres bailleurs afin d'assurer une amélioration et une stabilité du niveau de vie et des revenus des populations. La BOAD a ainsi décidé d'ouvrir deux facilités pour deux montants cumulés de 10 milliards en faveur du FNFI afin de permettre au Togo de repousser les frontières de l'inclusion financière dans les zones les plus reculées du Togo et de garantir un accès durable et de qualité aux populations exclues du système bancaire classique.

Pour le Colonel Bakali, Préfet de la Kozah et hôte de l'événement, le FNFI n'est plus à présenter aux populations togolaises. La meilleure gratitude des bénéficiaires à l'endroit du chef de l'Etat, initiateur de cette réforme, est d'en faire bon usage, tirer le meilleur profit et respecter les engagements souscrits. Il a salué le mandat social caractérisé par diverses actions en l'occurrence le projet des agropoles dans la Kara, le lancement récent du PND,... et qui concourent à l'amélioration des conditions de vie des populations.

« L'avenir du FNFI est assuré grâce à votre présence éclairée », a-t-il déclaré.

YomboHodanou, Président de l'Association Professionnelle des Services Financiers Décentralisés (APSF), principale bénéficiaire du produit Refinancement a fait part de l'assurance de l'adhésion franche claire et sans équivoque de tous les SFD du Togo et de leur engagement à ne pas être en marge de cette nouvelle dynamique.

« Nous allons œuvrer efficacement à l'atteinte des objectifs de cette noble initiative qui vous avez si bien pris. Nous rendons également hommage au chef de l'Etat pour le PND qui viendra davantage renforcer les actions du paysage des SFD », a-t-il fait remarquer quand la FeBeSeF, par l'entremise du tout nouveau bureau exécutif issu de l'AG extraordinaire tenue en début de la semaine dans la ville de Kara, a tenu à remercier le gouvernement pour les efforts consentis en faveur de l'inclusion financière de tous au Togo.

« Grâce à vous ce que nous avons commencé il y a cinq ans en créant le FNFI est devenu une réalité. Cela n'aurait pas pu se faire sans vous. Quelle que soit votre bonne volonté, si vous n'avez pas l'adhésion des hommes et des femmes, vous ne pouvez pas réussir. C'est à moi de vous remercier car quand on met du travail et l'engagement, on peut faire des miracles », répondra le



## Vulgarisation du PND : Le CONAPP et la CEET forment les journalistes, étape de la région centrale ce mercredi

**A**près Dapaong lundi, la région de la Kara hier mardi, c'est la région Centrale qui accueille aujourd'hui la série de formations à l'endroit des professionnels des médias ; une initiative du CONAPP avec le soutien de la CEET. Lancé le 04 Mars dernier par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé à Lomé, le Plan National de Développement (PND) a besoin de tous les Togolais, l'information doit atteindre toutes les couches sociales du pays. C'est dans ce sens que le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) s'engage à vulgariser toutes les informations concernant le PND sur toute l'étendue du territoire togolais.

Le CONAPP veut expliquer les grandes lignes de ce programme très ambitieux initié personnellement par le Président de la République pour lutter contre la pauvreté dans

la période 2018-2022. Et pour atteindre cet objectif, le gouvernement togolais a besoin de presque 4500 Milliards de nos FCFA. Le CONAPP veut jouer les premiers rôles dans

le cadre de la vulgarisation du document du PND. Pour une adhésion sans faille et sans réserve des populations, il urge que les populations rentrent en possession du document du PND.

Dans son intervention, le Président du CONAPP Tchagnao Arimiyo a expliqué que les questions de développement sont toujours aux premières loges dans l'organisation qu'il préside depuis mai 2018.



La table lors de la conférence de presse de lancement à Lomé.

« Le CONAPP a toujours été à l'avant-garde lorsqu'il s'agit des questions de développement. C'est pourquoi il entend jouer sa partition dans la mélodie du développement à travers ce projet qui consiste à vulgariser le PND si cher à notre pays », a-t-il indiqué

La campagne de vulgarisation que compte mener le CONAPP et ses partenaires va débuter

dans la région des Savanes et prendre fin dans le grand Lomé. Le CONAPP compte former les journalistes dans toutes les régions du pays sur les contours et thématiques du PND pour que ces derniers puissent expliquer le PND à travers les articles et émissions.

Il faut rappeler que pour cette initiative, le CONAPP est accompagné par la CEET.

Cyrille Sablassou

**OTR**  
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Spéciale  
fin d'année 2018

**JUSQU'À  
-45%**  
sur le  
**DÉDOUANEMENT**

- des marchandises\*
- des véhicules

\* Offre valable jusqu'au 31 décembre 2018  
\* Marchandises sous douane en souffrance

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

À PARTIR DU 3 SEPTEMBRE 2018

**APPELEZ  
SANS LIMITE  
LES NUMÉROS FIXES**

**4720 F/MOIS**

**POUR BOOSTER VOS AFFAIRES**

LE MEILLEUR RÉSEAU DATA  
ET LES APPELS LES MOINS CHERS  
AU TOGO !

Togotelecom

**LE LIBERAL**  
Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC  
du 23 décembre 2010

**Directeur de la  
Publication**  
PETCHEZI P. D. Fabrice

**Comité de  
Rédaction**  
PETCHEZI Fabrice  
Alain TCHEDRE  
Prosper AWIH  
Dick MESSAN (Stagiaire)  
Cyrille SABLASSOU

**Correcteur**  
S. Didier

**Infographie**  
JPB

**Adresse**  
Route du Contournement CEDEAO,  
Agoè Démakpoè, non loin des rails  
Tél: +228 90 15 87 53  
+228 22 42 83 46  
13 BP 152 Lomé-TOGO

**Imprimerie**  
Direct Sprint  
**Tirage**  
1000 exemplaires





“

**Le civisme fiscal est une composante importante pour la réussite de notre PND. Le consentement de tous les Contribuables à l'impôt participe de la démarche inclusive recherchée dans le PND, tout en ayant comme pendant naturel l'obligation de reddition de comptes à tous les niveaux.**

”

Le Président de la République Togolaise, **Faure Essozimna Gnassingbé**  
lors du lancement du PND le lundi 4 mars 2019



FEDERER POUR BATIR  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)



# Locales et présidentielle 2020: Pour une victoire écrasante du parti UNIR, la commune de Gléi s'engage

**Ils étaient une centaine de jeunes, militants et sympathisants du parti UNIR, à prendre part à cette grande réunion ce dimanche 24 mars 2019 au siège annexe sous la grande tente**

Cette réunion qui a connu aussi la participation de plusieurs cadres du parti Union pour la République (UNIR) à l'instar de l'Honorable Mathieu ADJAKLO, et de l'un des jeunes militants les plus influents Dieudonné THADDEE dit Togo toTogo, a tourné autour de plusieurs thématiques comme enjeux des élections locales, comment remobiliser les populations pour les élections prochaines, etc.

Dans sa prise de parole, le militant Dieudonné THADDEE a expliqué aux militants les grandes lignes autour desquelles la réunion doit tourner, à savoir, les objectifs de la réunion, le septième anniversaire du parti dans quelques jours et la méthode à adopter pour mobiliser la base lors des prochaines échéances électorales car les enjeux

sont de taille et énormes.

Cette réunion vise à réunir les militants, sympathisants, bref toute la population de Gléi autour du président Faure Gnassingbé. La commune de Gléi partage les visions du Chef de l'État. Pour Gléi, l'homme de la situation, le candidat idéal, qui incarne la jeunesse, c'est Faure Gnassingbé a indiqué le militant Thaddée Dieudonné.

« Le militant Thaddée veut faire des ressortissants de Gléi à Lomé des Ambassadeurs du PND pour sa vulgarisation aux côtés de nos parents et populations de Gléi zone très agricole. »

« Une équipe des ambassadeurs du PND-Gléi sera mise sur pied bientôt pour une bonne vulgarisation de ce plan qui fait objet de convoitises sur le continent et dans le

monde » a-t-il ajouté.

La commune de Gléi par cette réunion a débuté la mobilisation de sa population pour les élections locales et présidentielle prochaines. C'est dans cette optique qu'une délégation des cadres de cette préfecture prévoit faire une descente sur le terrain dans les jours à venir pour sonder le terrain et voir dans quelles mesures accompagner les populations en collaboration avec les instances locales du parti...

Pour sa part, le parrain de la rencontre, l'Honorable Mathieu ADJAKLO a exhorté la jeunesse à ne plus être victime de la manipulation, il les invite à être porteurs de projet, « l'État ne peut pas tout faire, tout le monde ne peut pas être recruté dans la fonction publique, mais par contre l'État est prêt à



accompagner et financer les porteurs de projet de développement » a-t-il martelé.

Il se dit également ouvert aux jeunes qui ont une idée de projet, il est aussi largement revenu sur les atouts du Plan National de Développement (PND) lancé récemment par le chef de l'État. Il a expliqué les trois axes de ce plan et conseille aux jeunes également d'être ambassadeur du PND sur toute l'étendue du territoire.

Et, l'honorable se dit prêt à coordonner cette équipe qui sera mise en place.

Aujourd'hui il urge que tous les jeunes deviennent des

ambassadeurs de ce plan jeu.

Pour les sept ans du parti UNIR, le canton de Gléi qui compte 106 villages veut bien accompagner le parti dans l'organisation de cet anniversaire. La commune compte organiser des réjouissances populaires dans tous les villages de Gléi, des concerts avec pleins d'artistes, des séances de mobilisation et de sensibilisation.

Notons que Gléi est l'une des communes de la région des Plateaux, située à 135km de la capitale togolaise sur la nationale N1 en allant vers le nord. ■

**Cyrille Sablassou**

## Techniques d'audit assisté par ordinateur : Les agents fiscalistes de la sous-région en formation à Lomé

**L'Office Togolais des Recettes ne ménage aucun effort pour mettre ces agents dans de bonnes conditions de travail. Depuis quelques jours, plusieurs innovations ont vu le jour dans cette institution grâce aux nouvelles réformes opérées.**



En collaboration avec le Forum des Administrations Fiscales Ouest Africaines (FAFOA), l'OTR qui gère actuellement la présidence de cette association organise depuis hier une formation sur les techniques d'audit assisté par ordinateur.

Ils sont une centaine d'agents fiscalistes venus d'une dizaine de pays de la

sous-région à prendre part à cette formation dans la capitale togolaise.

Il faut souligner que cette formation vise à rendre efficace le contrôle fiscal afin que les contribuables puissent s'exercer dans de bonnes conditions, et cela va permettre de lutter contre les fraudes fiscales. ■

**Cyrille**



## 10 Société

### OPTION SANTE

# Les dangers du sel pour notre santé

**G**rand accusé de notre assiette, le sel serait à l'origine de nombreux accidents cardio-vasculaires, de l'ostéoporose voire même de certains cancers... Le point sur ce condiment à consommer avec modération!

Une consommation excessive de sel Quels sont les méfaits du sel ? Quels sont les aliments à consommer avec modération ? Comment faire pour consommer moins de sel ?

#### Une consommation excessive de sel

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) recommande un apport journalier de sel qui varie entre 2 et 5 grammes. Or, nous en consommons en moyenne 8 à 10 grammes ! De quoi s'inquiéter... Dangereux pour la santé, tout le monde s'accorde à dire que sa surconsommation

entraîne une présence en trop grande augmentation de la quantité de sel dans la pression artérielle et l'organisme favorise donc des problèmes l'élimination du calcium par les urines... cardio-vasculaires....

#### Quels sont les méfaits du sel ?

De nombreuses recherches sont désormais formelles. La surconsommation de sel entraîne :  
- Une augmentation systématique de la tension artérielle et une augmentation de la fréquence d'hypertension dans la population.  
- Des troubles du rythme cardiaque.  
- De l'ostéoporose car la

Quels sont les aliments à consommer avec modération ?

Même si vous faites attention à ne pas trop saler vos petits plats mijotés, il est possible que vous mangiez plus de sel que ce qui est recommandé. Comment ? Tout simplement en vous alimentant avec des produits qui en contiennent dès le départ. Consommer du pain, de la charcuterie, du fromage ou encore des plats "tout prêts"



augmenter l'apport de sel dans votre organisme et ce sans même abuser de la salière.

#### Comment faire pour consommer moins de sel ?

En premier lieu, il faut éviter au maximum de consommer des aliments "tout prêts" et ne pas oublier de passer

par le rayon des produits frais pour faire le plein dans son chariot. Enfin, vous pouvez prendre plus de temps dans les rayons pour décrypter les étiquettes et privilégier les produits dits « réduits en sel » que nous trouvons désormais de plus en plus souvent au supermarché.■

**Source : magazine/avantages.fr.**

## Qui succèdera à Mlle Ichabatou Gngongbo-Tchoro : La réponse le 25 Août prochain au palais des congrès de Lomé

**L**e Comité National Miss Togo (CNMT) a procédé au lancement officiel de la 25ème édition du concours national de beauté dénommé Miss Togo ce mercredi 20 Mars à Lomé. Le Comité National Miss Togo a organisé un dîner de gala dans un hôtel chic de la capitale togolaise, un dîner de gala qui a connu la participation des sponsors, de la presse, des anciennes lauréates du concours et de certaines dauphines.



A ce dîné, la Miss Togo 2019 Mlle Ichabatou Gngongbo-Tchoro a saisi l'opportunité pour faire un bilan de mi-parcours, un bilan qui a été satisfaisant. Elle a effectué des voyages en France et

en Belgique pour valoriser la beauté togolaise. Elle a également fait des dons avec l'accompagnement du sponsor officiel de l'évènement qu'est Moov-Togo aux orphelinats à

l'intérieur du pays. Elle compte également accompagner la Miss Togo 2017 dans son projet qu'est l'insertion des ex prisonniers dans la société.

Notons que le projet sur

lequel elle a travaillé a pour thème « appui aux femmes atteintes de la fissure obstétricale ».

La 25ème édition s'annonce riche en couleur. Elle va se dérouler comme d'habitude par des phases régionales à Lomé et à Kara. La phase régionale du nord qui rassemble les régions des Savanes, Kara et Centrale se déroule le 20 juillet au palais des congrès de Kara et celle du sud qui rassemble Atakpamé, Maritime et Lomé Commune se déroule le 27 juillet en attendant la grande finale le 25 Aout 2019 au palais des congrès de Lomé.

Le Président national du

comité Gaspard Baka, dans une brève allocution a salué les autorités togolaises qui ne cessent d'accompagner le comité de diverses manières, sans oublier les sponsors, Moov, CEET, etc.

Cet évènement important qui a su tailler une place de choix dans la culture togolaise connaîtra son apothéose avec la grande finale au soir du 25 Août 2019.

Pour être candidate, il faut avoir au moins 18 ans, célibataire sans enfant, avoir une taille moyenne de 1m 70, parler couramment le français et être de nationalité togolaise.■

**C.S**



# Les locales: UNIR s'organise, l'OPPOSITION se cherche

Suite de la UNE

le compte à rebours est enclenché. C'est l'occasion rêvée pour tout observateur de la vie politique togolaise et les mordus, de mesurer la force et la représentativité des différents partis politiques sur l'échiquier national. Mais le vrai enjeu reste et demeure le contrôle et la gestion des municipalités.

À ce niveau, il faut disposer du personnel politique de qualité, compétent et en quantité pour espérer se présenter dans les 116 communes mises en jeu avec au total 1200 sièges de conseillers municipaux. Ce personnel politique doit être suffisamment bien formé, préparé et prêt à comprendre les défis énormes de ces nouvelles municipalités pour la plupart d'entre elles, afin de cerner les réponses adéquates à apporter aux



besoins existentiels et de développement de ces populations.

À cet égard, UNIR a l'avantage de savoir se donner les moyens de ses ambitions dont le recrutement du personnel reste un des éléments indispensables pour accentuer son emprise sur le pays. Comme un chasseur de tête, le parti au présidentiel va partout pour dénicher des talents, des compétences qui vont permettre de survoler toutes les formes de conjecture politique et les crises dont la grande illustration a été la

consolidation des acquis de ce parti dès le déclenchement de la crise politique (désormais derrière nous) le 17 août 2017. Et ceci a renforcé sa capacité à survivre et sa confiance à aller au chaudron électoral de quelque nature que ce soit, sans trembler car disposant des rudiments nécessaires pour sa victoire, en temps favorable ou non.

Et c'est la marque d'un grand parti! On peut lui reprocher un certain nombre de choses mais force est de reconnaître qu'en termes d'organisation et de

structuration, il n'a pas son égal au Togo. Ce qui fait aussi la force d'un grand mouvement politique, c'est sa capacité à se régénérer pour sortir grandi de tous les soubresauts et coups à lui portés par ses adversaires. UNIR à cet effet, a réussi comme toujours d'ailleurs, à se maintenir et à se renforcer malgré les véhémences et les promesses de tout et finalement de rien de la part de l'opposition togolaise à ses suiveurs. Et ceci grâce à la force de caractère et mentale à lui insufflée par son imperturbable et serein

président, le président de la République Faure Gnassingbé. Avec cet ADN de parti rassembleur, mobilisateur et organisé, UNIR reste le grand favori de ces élections locales. En face, comme un boxeur mis au KO et sonné par le dernier coup gagnant de son adversaire, l'opposition togolaise est renvoyée à ses habitudes qui lui sont chères aussi.

Pour le moment, elle se cherche surtout que l'unité tant scandé au point de devenir obsessionnelle pour les autres, n'y est plus. Les conséquences du boycott des législatives de décembre 2018 se font de plus en plus sentir. C'est le lieu de rappeler que même un étudiant débutant en sciences politiques sait qu'on ne boycotte jamais les élections surtout législatives avec un tel enjeu. Légitime est-il de se demander quelle sera la marge de manœuvre de cette opposition aux abois dans la mesure où elle est quasi absente à cette nouvelle CENI? Pour rappel, c'était la bataille pour les sièges de la précédente CENI qui lui avait coûté de faire l'impasse sur les législatives.

Dans la mesure où la CENI est restée la même dans sa configuration tant décriée par l'opposition (notamment la C14) pour oser boycotter les législatives, quelle est cette fois-ci sa stratégie (qu'elle n'avait pas lors des législatives) pour faire le poids devant l'UNIR? Avec quelles armes la C14 disloquée peut-elle faire front et mettre en doute la victoire déjà annoncée du parti au pouvoir, étant donné que c'est cette CENI qui a la main sur tout? Ou bien, les opposants ont-ils enfin compris la leçon? Vaut-il mieux revenir de la chasse avec une perdrix qu'avec rien du tout? ■

LB

## Claude Leroy - Emmanuel Adébayor: Quel avenir pour le coach et le capitaine ?

**On le sait déjà les Eperviers du Togo ne seront pas à la CAN prochaine en Egypte. Battu dimanche dernier à Cotonou pour le compte des éliminatoires de la CAN 2019 les Eperviers n'ont pas réalisé le hold up au stade de l'amitié. Cette défaite synonyme d'élimination devrait entraîner des chamboulements dans le nid des Eperviers.**



L'entraîneur Claude Leroy qui n'a pas atteint son



objectif celui de qualifier l'équipe du Togo beaucoup

attendant de voir l'avenir du sorcier. Ils sont d'ailleurs nombreux à souhaité ne plus le revoir sur le banc de touche togolais. Ayant accumulé plusieurs défaites avec la sélection.

S'agissant du capitaine des

Eperviers, son avenir est également incertain lui qui avait prédit jouer son dernier match au stade de l'amitié de Cotonou.

Auteur de l'unique but togolais, Emmanuel Adébayor a tenu des propos ambigus sur son avenir avec les Eperviers. Va-t-il continuer avec l'équipe nationale? La tentation en tout cas reste grande .... ■

La Rédaction

## Kigali: Le PND présenté aux investisseurs

**Le chef de l'Etat a participé à la 7e édition du Africa CEO forum à Kigali au Rwanda.**

Une occasion la délégation togolaise de présenter à un riche parterre d'investisseurs son Plan national de développement 2018-2022.

Pour la présentation de ce document stratégique, c'est le Président de la République lui-même qui a procédé aux Opening Remarks avant de laisser la place au Ministre de



l'économie et des finances qui a développé les grandes lignes du PND.



Les atouts stratégiques du Togo ont été présentés. ■





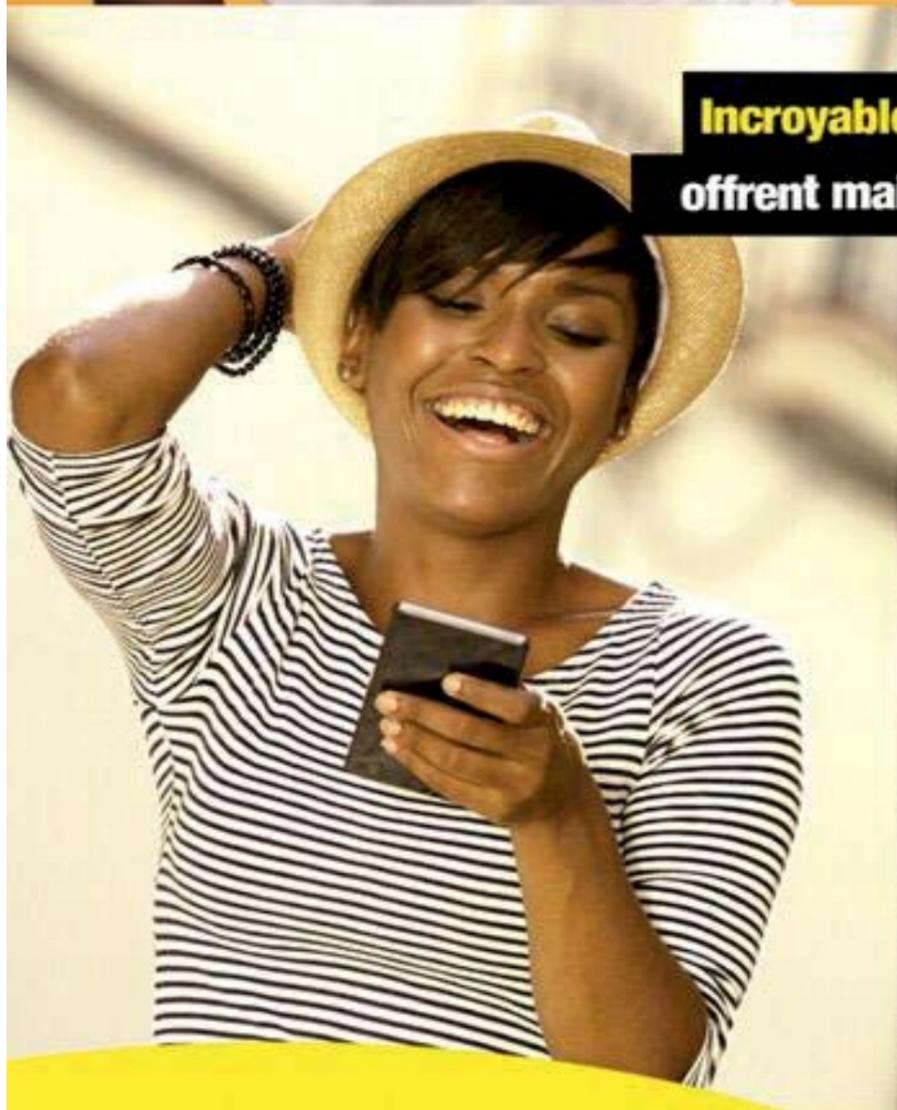
**Incroyable !** Chez Togocel, les forfaits packagés vous offrent maintenant **jusqu'à 1 000 % de bonus**

**1 000<sup>Fcfa</sup> donnent.....**

**100 Mo**  
**+**  
**9 000<sup>Fcfa</sup>!**

8 000<sup>Fcfa</sup> vers TOG | 1 000<sup>Fcfa</sup> tous réseaux | 100 Mo Internet | 50 sMs | 2 jours

Découvrez les bonus et souscrivez au : \*919#



**Incroyable !** Chez Togocel, les forfaits packagés vous offrent maintenant **jusqu'à 1 000 % de bonus**

**7 500<sup>Fcfa</sup> donnent .....**

**65 000<sup>Fcfa</sup>!**

50 000<sup>Fcfa</sup> vers TOG | 15 000<sup>Fcfa</sup> tous réseaux | 50 sMs | 30 jours

Découvrez les bonus et souscrivez au : \*919#



**LE MEILLEUR RÉSEAU DATA  
ET LES APPELS LES MOINS CHERS  
AU TOGO !**

